Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAC PORTER A CONNAISSANCE

FICHE n° 2

La France est aujourd'hui la 6e puissance économique mondiale. L'économie française est principalement une économie de services. Le secteur tertiaire (activités de services) représente plus de 75 % des emplois, contre 13 % environ pour le secteur secondaire (activités industrielles), environ 7 % pour la construction et 3 % pour le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche). La population active est de plus de 28 millions, et le nombre d'emplois de plus de 25 millions. En 2013, le taux d'activité en France était de 71,1 %.

La dernière crise économique de 2008, a eu des répercussions importantes sur l'économie. De nombreuses réformes et relances ont été menées pour retrouver la croissance, créer de l'emploi, produire des richesses... La Picardie a aussi été fortement impacté par cette crise. Territoire historique de productions industrielles, la tertiarisation de l'économie ajoutée à cette crise a entraîné un certain déclin. Aujourd'hui la région doit tirer profit de sa position géographique privilégiée entre l'Île de France et le nord de l'Europe, de son accessibilité par les nombreuses voies de communications qui la desservent et de son tissu économique en mutation, pour retrouver une forte croissance.

Les différentes collectivités qui la composent doivent mettre en œuvre leur politique économique, en particulier au travers de documents cadres, qui seront ensuite traduits et déclinés dans les documents d'urbanisme.

En effet, le code de l'urbanisme prévoit que les documents de planification prennent en compte le développement économique, en étudiant notamment les thématiques du commerce, du tourisme des loisirs ou encore des équipements et des services. Dans les différentes pièces des documents ces thématiques doivent être abordées.

L'ÉCONOMIE

Population active et emplois par catégorie socioprofessionnelle

Les données suivantes sont issues de l'INSEE *(RP2012)* et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire.

	Département de l'Oise	Delincourt
Nombre d'emplois	**274 437**	**49**
Actif ayant un emploi	342 846	212
Indicateur de concentration d'emploi	80	0
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus *(en %)*	61,1	57,9
Nombre de chômeurs	**50 257**	**22**
Taux de chômage *(en %)*	12,9	9,6

Établissements par secteur d'activité

La commune de Delincourt appartient à l'aire urbaine de Paris. Elle appartient à la zone d'emploi de Beauvais.

Les données suivantes sont issues de l'INSEE et permettent d'avoir une vision de l'activité économique du territoire, à partir des établissements recensés au 1er janvier 2013 et des établissements créés en 2013 par secteur d'activité.

	Département de l'Oise		Delincourt	
	Nbr.	**%**	**Nbr.**	**%**
Ensemble	**37 081**	**100**	**19**	**100**
Dont industrie	2 919	7,9	2	10,5
construction	5 192	14	8	42,1
commerce, transports, services	24 504	66,1	8	42,1
services publics, santé, social	4 466	12	1	5,3
Création d'établissements en 2013	**5 730**	**15,5**	**3**	**15,8**

Tourisme

L'INSEE, en partenariat avec le Comité Régional Touristique *(CRT)* et le ministère de l'économie *(DGCIS)*, n'a recensé aucun hôtel ou résidence de tourisme ou hôtelière sur la commune.

Équipements et services

La commune de Delincourt est identifiée comme un pôle de la gamme de proximité. Elle réunit les services les plus courants, tels que l'école élémentaire, la boulangerie ou le médecin généraliste.

Gamme de proximité : 11

La classification des principaux types d'équipements et de services par gammes (BPE 2013)	
Delincourt	
Gamme de proximité : 11	
Services aux particuliers : 5	
Maçon	4
Plombier, couvreur, chauffagiste	1
Enseignement : 1	
École élémentaire	1
Sports, loisirs et culture : 4	
Tennis	1
Salle ou terrain multi-sports	3
Terrain de grands jeux	1

Zones d'activités économiques

Dans l'esprit des lois Grenelle et de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, les collectivités sont encouragées à prioriser le renouvellement urbain, le comblement des zones existantes et la réhabilitation de zones vieillissantes, avant de prévoir l'extension ou la création de nouvelles zones. Une publication du CEREMA traite de la requalification des zones d'activités périphériques.

Le document d'urbanisme doit donc présenter un état des lieux complet des zones existantes *(taux d'occupation, perspectives d'évolution, points forts, points faibles, etc...)* et justifier l'inscription d'extension ou de création de zones.

La prise en compte ou la compatibilité avec les documents de norme supérieure sur les aspects économiques doit être étudiée et justifiée.

La construction

Les trois tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuve ces dix dernières années dans la commune établies à partir des déclarations de commencement de chantiers.

Ces statistiques sont extraites de l'application nationale Sit@del2 du ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. Vous pouvez directement consulter la base de données nationale sur le site internet : lien vers le site du MEDDE - Construction de locaux – Sit@del2.

Année	Nombre de logements commencés				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	1	0	0	0	1
2005	3	0	2	0	5
2006	1	0	0	0	1
2007	0	0	0	0	0
2008	/	/	/	/	0
2009	/	/	/	/	0
2010	/	/	/	/	0
2011	/	/	/	/	0
2012	/	/	/	/	0
2013	**/**	**/**	**/**	**/**	**0**

Année	Surface de logements commencés *(en m²)*				
	individuels purs	individuels groupés	collectifs	en résidence	total
2004	60	0	0	0	60
2005	363	0	198	0	561
2006	41	0	0	0	41
2007	0	0	0	0	0
2008	/	/	/	/	0
2009	/	/	/	/	0
2010	/	/	/	/	0
2011	/	/	/	/	0
2012	/	/	/	/	0
2013	**/**	**/**	**/**	**/**	**0**

Année	Surface des locaux autres que logements commencés *(en m²)*	
	SHON commencée des locaux autres que logements	Dont SHON commencée locaux service public
2004	0	0
2005	0	0
2006	501	0
2007	/	/
2008	/	/
2009	/	/
2010	/	/
2011	/	/
2012	/	/
2013	**/**	**/**

(/ : Pas de données Sitadel)